

Master 2

Carrières juridiques
européennes

Careers in European Law



droit.univ-grenoble-alpes.fr



Objectifs pédagogiques

Le master carrières juridiques européennes (CJE) vise à former des juristes européens de haut niveau susceptibles d'occuper à la fois des emplois dans le domaine contentieux et dans les domaines plus larges de l'assistance et de l'exécution de la décision, des activités opérationnelles de terrain, et de l'expertise juridique. Le spectre de la formation a été défini de manière volontairement large afin d'étudier non seulement le droit issu de l'Union européenne mais aussi celui du Conseil de l'Europe en mettant en exergue les interactions entre ces deux grandes organisations européennes.

Par la participation d'un réseau dense d'intervenants extérieurs qualifiés et impliqués dans la formation, par une pédagogie active et innovante (simulations de négociation, de procès, réponse aux appels d'offres, séjours d'études à Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg), par une ouverture aux mobilités des étudiants impliquant la double et co-diplomation avec des partenaires étrangers, le master intègre la diversité du rôle de juriste dans le domaine européen et s'inscrit résolument dans la diversification des débouchés professionnels inhérente à l'europanisation du droit.

Compétences acquises

Compétences juridiques :

- Maîtrise des connaissances juridiques approfondies en droit de l'UE et du Conseil de l'Europe ;
- Expertise en droit européen ;
- Maîtrise de l'anglais et de l'allemand (parcours facultatif).

Compétences méthodologiques :

- Capacité d'analyse et de réflexion ;
- Capacité de rédaction et de synthèse ;
- Capacité d'exposé oral, d'argumentation et de négociation.

Compétences personnelles :

- Capacité d'initiative individuelle ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Capacité à créer, gérer et développer des partenariats, des réseaux.

Chiffres clés

1 parcours allemand

2 séjours d'études

2 grands exercices de simulation
(négociation européenne et procès)

3 partenariats internationaux : Genève,
Nijni-Novgorod, Saarbrücken

3 à 6 mois de stage

20 étudiants environ

30 % des cours en anglais

60 heures assurées par des intervenants extérieurs

débouchés

Emplois accessibles

- Fonctionnaire (ou agent) au sein des organisations européennes et de leurs agences décentralisées
- Juristes et administrateurs de terrain pour les missions extérieures des organisations européennes
- Conseils juridiques, référendaires et assistants de justice dans les deux grandes Cours européennes et juristes traducteurs dans ces mêmes juridictions
- Avocats (spécialisé en droit européen)
- ONG actives dans les domaines de la défense des droits de l'homme, de l'état de droit, de la démocratie, de la protection de l'environnement et du commerce équitable
- Lobbies impliquant la veille juridique des processus d'adoption et du contenu des normes européennes
- Agent territorial (de la fonction publique ou contractuel) dans les services des relations internationales des collectivités locales ou dans les cellules de projets de l'UE (Fonds structurels de l'UE)
- Conseil dans des cabinets d'experts internationaux notamment dans le domaine des réponses aux appels d'offres européens (PCRD et instruments financiers Relex de l'UE)
- Carrière universitaire au travers de la poursuite d'études en thèse de doctorat

École doctorale

Les étudiants sortant du master peuvent poursuivre leurs études en s'inscrivant en doctorat. L'École doctorale de sciences juridiques (EDSJ, n° 460) les accompagnera sur le site grenoblois. Le doctorat se traduit par la rédaction et par la soutenance d'une thèse ; il ouvre la voie non seulement à une carrière d'enseignant-chercheur, mais aussi aux métiers de juriste en entreprise, d'administrateur au sein de collectivités publiques, de fonctionnaire international, etc.

Pour plus d'information sur l'EDSJ, rendez-vous sur le site edsj.univ-grenoble-alpes.fr

Préparation aux concours

Les diplômés ont vocation à présenter ensuite les concours de la fonction publique européenne : institutions de l'Union européenne mais aussi celles du Conseil de l'Europe.

Par ailleurs, une préparation aux concours administratifs de la fonction publique nationale, territoriale et européenne, d'un volume total de 80 heures, est proposée en complément de ce master. L'inscription à cette préparation est gratuite. Pour plus de renseignements, consultez la plaquette relative à la préparation aux concours



rganisation pédagogique



Semestre 1

UE 1	Droit du Conseil de l'Europe Protection non juridictionnelle des DH au sein du COE <i>European Human Rights Moot Court Competition</i> (mutualisé HTPDH)	12 heures 12 heures
UE 2	Droit de l'Union européenne Système politique de l'UE Marché intérieur et Art <i>European Union and Internet Law</i> Action extérieure de l'UE dans le TUE : PESC et PSDC Action extérieure de l'UE dans le TFUE	12 heures 12 heures 12 heures 12 heures 12 heures
UE 3	Pratique des organisations européennes Intervenants extérieurs - <i>Practitioners</i> Séjours d'études à Strasbourg et Luxembourg (facultatif avec bonification)	12 heures 12 heures
UE 4	Enseignements à option Histoire de l'idée européenne Parcours allemand : <ul style="list-style-type: none">• Communication professionnelle (M1 LEA spécialité coopération internationale)• Enjeux du monde contemporain et initiation à la recherche (M1 LEA spécialité coopération internationale)	12 heures 18 heures 18 heures

Semestre 2

UE 1	Interaction entre le COE et l'EU Protection des données à caractère personnel en Europe Droit européen de l'environnement Asile et immigration en Europe / <i>Asylum and immigration in Europe</i> <i>Fight against Terrorism and HR in Europe</i>	12 heures 12 heures 12 heures 12 heures
UE 2	Pratique des organisations européennes <i>Moot EU institutions - Simulation of EU negotiations</i> Intervenants extérieurs - <i>Practitioners</i> Séjours d'études à Bruxelles (facultatif avec bonification)	12 heures 12 heures 12 heures
UE 3	Réponse aux appels d'offres de l'UE <i>European collaborative projects and EU funding programmes</i>	24 heures
UE 4	Enseignements méthodologiques Encadrement du mémoire et du stage Méthodologie de la recherche / aide à la professionnalisation	18 heures

Semestre 1

UE 1 : Droit du Conseil de l'Europe

Cours spécialisés sur le Conseil de l'Europe : protections non juridictionnelles des droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe et simulation de procès devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Les cours visent, d'une part, à initier les étudiants aux pratiques de suivi des grandes conventions du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et, d'autre part, à les associer au concours européen de plaidoiries sur la Convention européenne des droits de l'homme.

UE 2 : Droit de l'Union européenne

Cours spécialisés sur l'Union européenne.

UE 3 : Pratique des organisations européennes

Intervenants extérieurs : cours dispensés par des praticiens intervenants extérieurs mettant en exergue la diversité des contributions des juristes au sein des organisations européennes, mais également l'importance des questions européennes au sein des administrations nationales. Certains cours sont dispensés en anglais.

Séjours d'études à Strasbourg et Luxembourg (facultatif avec bonification) auprès du Conseil de l'Europe (conférences données par les agents des principaux organes), de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'UE (conférences par des membres du greffe des deux Cours et assistance à une audience).

UE 4 : Enseignements à option

Histoire de l'idée européenne ou parcours allemand : possibilité de suivre deux cours en allemand dispensés dans le cadre du M1 LEA spécialité coopération internationale et portant sur la communication professionnelle et la culture et société.



Semestre 2

UE 1 : Interaction entre le COE et l'EU

Cours mettant en exergue les interactions (institutionnelles, normatives et juridictionnelles) entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne dans des domaines particuliers.

UE 2 : Pratique des organisations européennes

Simulation de négociations européennes. Cours en anglais impliquant plusieurs exercices de

simulation de négociations visant d'une part à l'approfondissement de la connaissance des processus décisionnels au sein de l'Union et d'autre part à l'acquisition de compétences en matière de négociation internationale et européenne sur des questions d'actualité importantes pour l'Europe.

Intervenants extérieurs : cours dispensés par des praticiens intervenants extérieurs mettant en exergue la diversité des contributions des juristes au sein des organisations européennes, mais également l'importance des questions européennes au sein des administrations nationales. Certains cours sont dispensés en anglais.

Séjours d'étude à Bruxelles (facultatif avec bonification): afin d'approfondir sur le terrain la compréhension du fonctionnement des institutions de l'UE et de commencer la construction du réseau professionnel.

UE 3 : Réponse aux appels d'offres de l'Union européenne

European collaborative projects and EU funding programmes: formation assurée en anglais par des praticiens à la réponse aux appels d'offres de l'Union européenne (PCRD, fonds structurels, instruments financiers de l'action extérieure à destination d'États tiers) et à la gestion collaborative de ces projets.

UE 4 : Enseignements méthodologiques

Stage obligatoire de 3 à 6 mois et mémoire de recherche, première étape vers la thèse de doctorat.

Équipe pédagogique

Professeur A. Ailincai, A.-S. Brun-Wauthier (MdC), C. Chevallier-Govers (MdC), D. Deschaux-Dutard (MdC), V. Edjaharian (MdC), Professeur L. Guilloud-Colliat, Professeur Ph. Gréciano, Professeur M. Mathieu, Professeur C. Schneider, Professeur R. Tinière et F. Viangalli (Mcd).

Intervenants extérieurs

Matthieu Chavier (Service juridique du Conseil de l'UE), Xavier Fabre (ABSISKEY), Simona Granata-Menghini (secrétaire adjointe de la Commission de Venise - CdE), Wilhelm Lehman (Parlement européen) et Xavier Tracol (Eurojust). Professeurs invités de nos universités partenaires.

Environnement scientifique

Le master carrières juridiques européennes est adossé au Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes de la Faculté de droit (CESICE - EA 2420), équipe d'accueil. Il s'inscrit par ailleurs dans le cadre du « Centre d'excellence Jean Monnet » (CEJM), labellisation de « vitrine d'excellence » en matière de formation et de recherche sur l'intégration européenne accordée par la Commission de l'Union européenne dans le cadre de son programme Jean Monnet et bénéficie de deux Chaires Jean Monnet : celle de C. Chevallier-Govers sur l'Espace de liberté, de sécurité et de justice et celle de R. Tinière sur la Charte des droits fondamentaux.

Partenariat avec Grenoble École de Management (GEM)

La Faculté de droit propose à tous les étudiant(e)s inscrit(e)s dans l'un quelconque de ses masters 2 la possibilité de bénéficier d'une double diplomation avec GEM. Ce cursus de deux années durant lesquelles l'étudiant(e) suivra des enseignements délivrés à la Faculté de droit et à GEM, débouche sur la délivrance du diplôme de master dans la mention choisie et du diplôme de GEM.

Des informations détaillées incluant les modalités de sélection figurent sur le site internet de la Faculté de droit.

Partenariats internationaux

Les étudiants peuvent, sous conditions, décider de bénéficier de l'accord de partenariat avec l'Université de Genève en Suisse et l'Europa Institut de Saarebrucken en Allemagne afin de faire une mobilité d'un semestre à l'étranger pendant l'année de master 2.

Le master 2 CJE peut également être suivi dans le cadre du double diplôme délivré avec la Faculté de droit de l'Université de Nijni-Novgorod en Russie. Dans ce cadre, les étudiants font leur M1 à Nijni-Novgorod et leur M2 à Grenoble et obtiennent à l'issue des deux années un double diplôme franco-russe.

C

onditions d'accès

Public et sélection

La formation est ouverte aux étudiants en formation initiale. Elle est accessible aux étudiants titulaires d'un M1 « droit international et/ou européen », d'un diplôme d'IEP, d'un M1 droit public ou d'un M1 droit privé avec un intérêt pour la dimension internationale ou européenne.

Le dossier de candidature est examiné par le jury de sélection. Il comporte obligatoirement les éléments suivants :

- Les justificatifs de résultats antérieurs des candidats ;
- Une lettre de motivation explicitant plus particulièrement ses acquis en droit international et européen ainsi que son niveau en anglais et/ou dans une autre langue.

Les mobilités significatives d'un investissement à l'international (Erasmus ou autres), les expériences en matière de stages à l'international, les engagements associatif, humanitaire... seront des atouts supplémentaires.

Organisation globale de l'année universitaire

La rentrée universitaire a généralement lieu dans la deuxième semaine de septembre.

L'année est organisée en deux semestres, le second étant plus court afin de laisser le temps nécessaire à la réalisation du stage et la rédaction du travail de recherche.

La validation des compétences et connaissances acquises se fait soit par le contrôle continu, soit par des examens écrits ou oraux.



Candidatures

Les dossiers sont à constituer en ligne sur le site de la Faculté de droit de Grenoble à partir du mois de mai.

Les résultats seront communiqués aux étudiants au plus tard mi-juillet.

Fiche d'identité de la formation

Master 2 mention droit européen
Parcours carrières juridiques européennes

Responsable de spécialité :

Romain TINIERE, Professeur de droit public

Adresse :

Faculté de droit
Scolarité du M2 carrières juridiques européennes
Domaine universitaire
1133 rue des résidences
38400 Saint-Martin-d'Hères

Téléphone :

04 56 52 85 18

Courriel :

droit-M2carrieres-europeennes@univ-grenoble-alpes.fr

Site web :

droit.univ-grenoble-alpes.fr

Les informations de ce document ne sont pas contractuelles, des modifications peuvent être apportées. Pour plus d'informations, consultez le site web de la Faculté.

Crédit photos : Fotolia

Rédaction / conception : service communication de la Faculté de droit de Grenoble - Justine Carod

Mise à jour : novembre 2018



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne

